

La croissance en questions

La commission pour une société de post-croissance a été validée par le conseil fédéral du 12 mars 2017. Cet outil est un guide pour susciter auprès des élect.eur.rices le questionnement nécessaire à la remise en question d'une société fondée sur la croissance. Il sera centré autour de questions très pragmatiques qui conduisent à interroger des présupposés, notamment sur la concurrence au niveau mondial.

"Le terme post-croissance désigne l'entrée dans une ère que nous ne parvenons pas encore à nommer, si ce n'est par référence à celle que nous quittons." Dominique Méda

Post croissance ce n'est pas un stade "après la croissance", mais un moment de bascule où elle peut prendre des formes et des connotations différentes grâce au brassage culturel. Comment amener de la souplesse, du dialogue et des moyens (lois, financements, éléments facilitateurs) dans ce moment de rupture et de transformations ?

Comment trouver les questions qui nous apporterons des réponses agissantes, celles dont nous avons besoin pour élaborer des propositions ?

Que représente aujourd'hui la croissance économique ?

- Comment sortir la question de la croissance de la logique capitaliste ? Ne doit-on pas requestionner ces termes de "croissance" et celui d'"économie" ?
- Le bien-vivre est-il possible aujourd'hui dans ce contexte de crise humanitaire et écologique et démocratique ?
- La croissance est-elle une nécessité, une idéologie, une religion, une névrose ?
- Croissance et progrès sont-ils liés ? croissance et bien-vivre sont-ils liés ?
- Comment créer des conditions de production et d'échanges qui favorisent le bien-vivre et un réel progrès pour notre environnement ?
- La croissance peut-elle être verte ?
- Que faudrait-il mettre en place pour développer les conditions d'une "vie bonne", qui ré-harmonisent les relations de l'homme et son environnement ?
- Relance par la consommation, relance par la production, pourquoi tous les candidats cherchent-ils la croissance ? (et ne peuvent imaginer un monde autre)
- La croissance est le mode d'évolution de nos sociétés humaines, dès lors comment la mettre au service du bien-vivre dans un environnement (naturel, social) préservé ?
- Quel est l'impact sur nos comportements individuels d'un modèle économique prônant la compétition permanente de tou.te.s contre tou.te.s ?
- Production et transport nécessitent du pétrole, combien de temps la croissance peut-elle continuer dans ces conditions ? Comment créer des conditions

de production, d'échanges et de transports qui tiennent compte des besoins des populations et du respect de notre environnement économique, sociétal, naturel, politique ?

- 1€ est-il le « vrai prix » d'un kilo de tomate comme affiché dans les super-marchés ? (quid des externalités négatives)

- L'intensification des déplacements, en fréquence comme en distance, est-elle environnementalement tenable, à terme ?

- Le progrès technique (voiture plus fiable, train plus rapide, avion moins cher, téléphone portable, ordinateur etc.) nous a-t-il permis de libérer du temps ?

- La mondialisation a-t-elle permis l'amélioration la plus rapide du niveau de vie que l'on ait jamais vu ou la création d'inégalités croissantes ?

- Le productivisme peut-il "acheter" la paix sociale ou est-il par nature incompatible avec celle-ci ?

- Il y a, en Europe, environ 560 véhicules individuels pour 1000 habitants. En supposant que chaque nouveau véhicule soit électrique ou hybride, la production et le maintien d'une telle flotte à l'échelle mondiale sont-ils écologiquement viables ?

- Pourquoi chaque année le Jour du dépassement (date de l'année où, théoriquement, les ressources renouvelables de la planète pour cette année ont été consommées) arrive-t-il de plus en plus tôt ?

- Pourra-t-on un jour revivre une période similaire aux trente glorieuses ?

- Avec une économie totalement mondialisée, un pays, un territoire, peut-il être résilient en cas de crise ? Comment l'État pourrait favoriser la résilience des territoires dans cet état de crise et de rupture profonde ?

- Quel rapport de force de négociation pouvons-nous mettre en place avec les populations de chacun des États et avec nos partenaires européens pour évoluer vers d'autres modèles de sociétés ?

- Quelle culture développer pour résister au repli, à l'exclusion, à la tentative de fermeture des frontières, que l'on voit déjà à l'œuvre face à l'épuisement des ressources naturelles ?

- Comment réduire drastiquement la colossale pollution générée par le transport maritime de marchandise ?

L'impossible croissance

« Il y a un constat qui fonde l'axe fondamental de l'écologie politique, c'est la finitude de la planète. Et le second, l'espèce humaine comme force géologique, force perturbatrice. Voilà donc les deux fondamentaux de l'écologie politique. Les conséquences de ce double constat : une remise en question de notre rapport à la nature et la sortie du mythe de la croissance du PIB. Ce sont ces deux chantiers qui nous permettent de proposer un avenir inédit. Ce sont les deux axes programmatiques d'un parti écolo. Le reste, tout le reste, le partage des richesses, la solidarité, le féminisme, la démocratie, est peu ou prou partagé par tous les autres partis, mais ne constitue en aucun cas une innovation idéologique.

La place de nos réflexions

La droite et la gauche n'ont que faire de la finitude de la planète, et le fait que homo sapiens soit devenu une force géologique flatte leur orgueil anthropocentrique. Contrairement à une idée répandue, l'écologie ne peut être mise en œuvre que par les écologistes, ou les partis qui partagent nos deux fondamentaux, ce qui revient au même. Le clivage droite/gauche n'a de sens que dans un système fondé sur la croissance du PIB. Il s'agit de partager « les fruits de la croissance », ce qui donne l'occasion de combats acharnés entre les partisans (la gauche) et les conservateurs (la droite). Les acquis sociaux qui donnent accès aux fruits de la croissance résultent d'un rapport de force. Mais dans un contexte où la croissance s'amenuise de jour en jour, il faut tout réinventer.

Liaison avec capitalisme et finitude la planète

Comment concilier une baisse de 8 à 10% par an des émissions de gaz à effet de serre dans les pays développés nécessaire pour espérer respecter l'objectif des 2°C, avec un tel système ? Aucun économiste ne vous dira que c'est possible. Car si l'on mettait en œuvre les mesures nécessaires au respect de l'objectif des 2°C, environ 80% des réserves revendiquées par les acteurs du charbon, du gaz et du pétrole dans le monde devraient être laissées sous terre. On ne peut pas brûler tout ce carbone.

.. Ce qui est intéressant avec le désinvestissement, c'est que ça enclenche un processus qui délégitime moralement les profits issus des énergies fossiles.

suite page suivante

La post-croissance peut-elle se borner à être économique ou doit-elle aussi être démographique ?

- Les projections de l'ONU et de la Banque Mondiale tablent sur une population mondiale de 10 milliards d'humains en 2050. Comment devons nous vivre alors que l'urgence écologique est déjà une réalité avec 7,5 milliards d'habitants ?

Il faut poursuivre l'éducation des filles, mais aussi des hommes surtout, car ce sont eux qui font obstacle au droit des femmes de disposer de leur corps..Les enquêtes montrent que dans les sociétés où le choix existe la natalité est régulée. La seule approche respectable est une approche qui respecte l'humain, par l'éducation et l'accompagnement.

- Si notre économie est basée aujourd'hui chez nous avant tout sur le secteur tertiaires (services), les secteurs primaire (exploitation des ressources naturelles : agriculture, sylviculture, pêche, activités minières) et secondaire (transformation des matières premières : industrie manufacturière,

construction) ont été transféré dans des pays tiers, peut-on relocaliser des secteurs entiers ?

- La course à la productivité dans les pays "développés" peut-elle continuer sans s'appuyer sur le pillage des ressources et la destruction de l'environnement de certains pays, ainsi que sur l'exploitation de certaines populations ? Comment mettre en place une réflexion à chaque endroit de la production pour définir une écologie des pratiques ?

- Peut-on produire plus en consommant moins d'énergie ?

- Comment nuancer cette question de production, produire quoi, pour quel besoin, comment ?

- Peut-on produire plus en consommant moins de ressources non renouvelables ?

- Peut-on recycler davantage tout en réduisant notre consommation énergétique ?

- En 2020, 50% des revenus seront générés à partir du digital. Qu'est-ce que l'État peut mettre en place pour répondre aux besoins pour que les populations (chacun) investissent ce champ, utilisent ses outils, créent, produisent des contenus, des bonnes pra-

tiques, collaborent, contribuent dans un objectif de transformation centré sur l'humain et son environnement ?

- Quelle est la place de la technologie dans une société post-croissance ?

- La technologie peut-elle être un moyen de réussir la transition vers une société de post-croissance ou est-elle nécessairement la conséquence d'un modèle productiviste ?

- Faut-il accepter les bio-nano-technologie ?

- En l'état actuel des techniques et des savoir-faire, quelles sont les composantes de notre mode de vie qui ne dépendent pas du pétrole ?

- Quelle serait la forme la plus sobre de production d'énergies renouvelables ? (référence à l'implication des citoyens, implantations locales et de la structure juridique)

- Peut-on nourrir le monde avec une agriculture plus proche et respectueuse de l'humain et de la nature ?

- Une économie du partage et de la coopération est-elle plus riche en emplois que l'économie des multinationales ?

Territoires et villes dans un contexte de post-croissance

1/ **Il existe des territoires de fait "décroissants" parce que en difficulté par rapport aux dynamiques de compétitivité** : délaissés, pollués, dégradés par les vieilles industries, ils accueillent une population en partie elle-même déclassées par les logiques de compétitivité. Si des processus de reconversion ou de transformation sont à l'œuvre ces territoires sont plutôt dans des processus de "rétrécissement". Des modes de vie résilients peuvent se développer dans ces territoires, mais parfois ces initiatives sont marginales pour offrir une alternative crédible eu égard à l'aspect massif de la déstructuration économique, urbaine et sociale.

2/ **Certains territoires (ruraux, périurbains, petites villes) sont plus facilement résilients dans une logique de post-croissance** car ils disposent des ressources leur permettant de cultiver une forme d'autonomie par rapport au modèle de croissance et de surconsommation. Les clés de cette résilience sont : le foncier, l'agriculture vivrière et marchande, la production décentralisée de l'énergie, l'éducation et la santé. Dans ces cadres propices, ponctuellement, des familles ou communautés ont créé des lieux et modes de vie post-croissance. Ce sont des actions pionnières qui entrent dans les champs des initiatives de transition, des oasis du mouvement colibris, ou des sites de permaculture ...

3/ **Le mouvement des villes en transition** pose quant à lui les bases de modes de vie et

de solutions pour les sociétés post-pétrole, en appuyant particulièrement sur trois

- Les 6 principes pour une démarche de transition selon R Hopkins

Visualisation (de l'avenir souhaitable à construire) / Intégration / Conscientisation / Résilience / Intuitions psychologiques / Solutions crédibles et appropriées

- et les 7 « Mais »

Mais nous n'avons pas d'argent / Mais ils ne nous laisseront pas faire / Mais il y a déjà des groupes écologistes dans cette ville, je ne veux pas marcher sur leur plate-bandes / Mais personne ne se soucie de l'environnement dans cette ville / Mais il est sûrement trop tard pour faire quelque chose / Mais je n'ai pas les qualifications / Mais je n'ai pas l'énergie pour faire ça !

points : l'autonomie alimentaire, l'autonomie énergétique et les processus de démocratie collective. Ainsi reposant principalement sur les initiatives de la société civile, des mouvements collectifs se créent et amorcent la transition écologique à travers des actions concrètes, projets, changements de modes de vie. La permaculture, les énergies renouvelable, habitat auto-construit, mobilités douces, jardins partagés, monnaie locale, réparation/recyclerie ...

4/ **les villes durables** : avec des degrés d'avancement et d'engagement très diffé-

rents, les villes cherchent à diminuer leur empreinte écologique et encourager des modes de vie urbain plus sobres. Les politiques de construction, de mobilités, de gestion urbaine et d'approvisionnement (eau, énergie, alimentation ...) sont les axes de progrès sur lesquels elles travaillent. En France, de nombreuses villes ont initié des agendas 21 pour inscrire leur action publique dans le développement durable, dynamiques qui tout en s'essouffant ont donné lieu à de nombreux chantiers s'inscrivant dans la tendance des villes durables : mobilités douces, nature en ville et biodiversité, politique alimentaire, gestion alternative des eaux pluviales, production d'énergie renouvelables, zéro déchet, santé -environnement...

Les difficultés : nous sommes de fait déjà dans une société post-croissance et il faut être capable d'entrer dans une société post-pétrole. Cela suppose de profondes transformations, la question énergétique n'étant pas la seule complexe, puisque nous devons affronter aussi l'épuisement des ressources en minerais et terres rares dont dépendent beaucoup de nos technologies. Cela questionne la part du numérique de tous les scénarios de développement classiques. L'économie circulaire et le recyclage constituent une voie de la transition, mais ne peuvent matériellement pas constituer une réponse suffisante à l'épuisement des ressources.